

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Direction du Patrimoine Immobilier
Département des Contrats Immobiliers



MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE A L'AMENAGEMENT PARTIEL DES ESPACES EXTERIEURS DU CAMPUS DE L'ESPLANADE DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

Cahier des Clauses Administratives Particulières

DCI 2025 606

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES	5
ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ	8
1.3 - TITULAIRE DU MARCHÉ	8
1.4 - Co-TRAITANCE	8
1.5 - SOUS-TRAITANCE	9
1.6 - CATEGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX	9
1.7 - CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	9
1.8 - CONDUITE D'OPERATION	10
1.9 - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	10
1.10 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	10
1.11 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	10
1.12 - CONTROLE TECHNIQUE	11
1.13 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	11
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
ARTICLE 3 : T.V.A.	12
ARTICLE 4 : FORFAIT DE REMUNERATION	13
4.1 - MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION	13
4.2 - DISPOSITIONS DIVERSES	14
ARTICLE 5 : PRIX	14
5.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	14
5.2 - PRIX FERME	14
5.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	14
5.4 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	14
ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	15
6.1 - LES AVANCES	15
6.2 - ACOMPTES	15
6.3 - SOLDE	19
CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD	21
ARTICLE 7 : DELAIS - PENALITES PHASE « ETUDES »	21
7.1 - Etablissement DES DOCUMENTS D'ETUDES	21

7.2 – Etablissement et Réception des documents d'études	23
7.3 – Suspension de l'exécution du marché	25
ARTICLE 8 : Délais – Penalties Phase « Travaux »	25
8.1 – Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	25
8.2 – Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	25
8.3 – Instruction des mémoires de réclamation	26
8.4 – Constatations contradictoires	26
8.5 – Convocation aux opérations préalables à la réception	27
8.6 – Penalties de retard sur les documents d'études réalisés en phase chantier	27
8.7 – Penalties en cas de non présence du maître d'œuvre lors des opérations de mise en service	27
CHAPITRE IV : Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux	27
ARTICLE 9 : Coût prévisionnel des travaux	27
ARTICLE 10 : Conditions économiques d'établissement	28
ARTICLE 11 : Tolerance sur le coût prévisionnel des travaux	28
ARTICLE 12 : Seuil de tolerance	28
ARTICLE 13 : Coût de référence des travaux	28
CHAPITRE V : Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après passation des marchés de travaux	29
ARTICLE 14 : Coût de réalisation des travaux	29
ARTICLE 15 : Conditions économiques d'établissement	29
ARTICLE 16 : Tolerance sur le coût de réalisation des travaux	29
ARTICLE 17 : Seuil de tolerance sur le coût de réalisation des travaux	30
ARTICLE 18 : Comparaison entre réalité et tolerance	30
ARTICLE 19 : Penalties pour dépassement du seuil de tolerance	30
ARTICLE 20 : Mesures conservatoires	30
ARTICLE 21 : Ordres de service	30
ARTICLE 22 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	31

ARTICLE 23 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	31
ARTICLE 24 : UTILISATION DES RESULTATS	31
ARTICLE 25: INTERRUPTION ET SUSPENSION DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	31
ARTICLE 26 : ACHEVEMENT DE LA MISSION	32
CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES	32
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE	32
27.1 - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	32
27.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS	33
ARTICLE 28 : CLAUSES DIVERSES	33
28.1 - CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	33
28.2 - SAISIE-ATTRIBUTION	34
28.3 - ASSURANCES	34
28.4 - REGLEMENT DES LITIGES	34
ARTICLE 29 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	34
ARTICLE 30 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	35
ARTICLE 31 : CLAUSE DE REEXAMEN	35
ARTICLE 32 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. MAITRISE D'ŒUVRE	35

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Mission de Maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement partiel des espaces extérieurs du campus de l'Esplanade à l'Université de Strasbourg.

Lieu(x) d'exécution : : Campus de l'Esplanade à Strasbourg, entre l'entrée nord du campus par la porte Monge et le parc central au Sud. La zone à aménager s'articule autour d'un axe de voiries allées Monge et Konrad Roentgen et est contenue par la limite des bâtiments de l'INSA, de l'ISIS, de l'ancien CSU et de l'IBMC.



Campus de l'Esplanade – Géoportail photo prise en 2020



Contexte de l'opération :

Cette mission s'inscrit dans la continuité de l'opération Campus lancée en 2009. Depuis l'aménagement du parc de l'Esplanade achevé en 2015, les travaux paysagers se sont poursuivis parallèlement et conjointement aux travaux de construction et rénovations des bâtiments du campus.

Un dernier secteur est à aménager, secteur resté en attente de la fin des travaux engagés sur les bâtiments au nord du campus mais aussi des interventions gérées par l'Eurométropole de Strasbourg avec le remplacement d'une partie du réseau de chaleur urbain dont bénéficie le campus. Une fois ces travaux achevés, la présente dernière tranche de l'opération Campus Vert peut se poursuivre et finaliser la composition paysagère du campus.

Objectif de l'opération :

La zone de projet est un lieu de connexions multi-flux, le projet souhaite clarifier et sécuriser la cohabitation des divers usages piétons, cycles et véhicules motorisés par :

- La séparation physique et/ou le bornage distinctif des différents types de flux par usage (voies séparées ou accolées, présence de signalétique, éclairage, matérialisation...) ;
- La mise en place d'espaces de stationnements stratégiques et sécurisés ;
- La mise en œuvre de dispositifs urbains (zone de retournement, arrêt minute...) pertinents et sécurisés ;
- La mise aux normes de l'accessibilité PMR à l'ensemble des infrastructures du site, accès aux bâtiments, places de stationnement PMR et trottoirs ;
- L'élargissement des trottoirs pour un confort piétons supplémentaire ;

Maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement partiel des espaces extérieurs du campus de l'Esplanade

- L'harmonisation des équipements et matériaux avec l'ensemble du parc en conformité avec la charte Campus Vert ;
- Des surfaces largement perméables et végétalisées ;
- Le remplacement de réseaux souterrains vétustes.

Travaux envisagés :

Il sera procédé à l'ensemble des travaux nécessaires à l'aménagement de la zone délimitée comme suit :

- Allée Gaspard Monge : prolonger l'aménagement existant entre la porte Monge et la limite nord du présent projet et ce jusqu'à hauteur de l'impasse Louis Arbogast, penser l'accès à l'ISIS, se raccorder aux aménagements déjà réalisés ;
- Impasse Louis Arbogast : repenser la zone située devant les accès livraison de ISIS, se raccorder aux aménagements déjà réalisés ;
- Allée Konrad Roentgen jusqu'à la borne escamotable Roentgen : penser l'accès à l'ancien CSU et à la terrasse de la cafétéria, se raccorder aux aménagements déjà réalisés.

La zone à traiter représente environ 5 600 m² et sera divisée en deux tronçons :

Tronçon 1 : Travaux au nord, allée Gaspard Monge jusqu'à l'amorce de l'impasse Arbogast comprise.

Tronçon 2 : Travaux au sud, sur la dernière partie de l'allée Gaspard Monge jusqu'à la borne Konrad Roentgen et la terrasse de la cafétéria. Ce tronçon comprend les accès à l'ISIS (façade principale et accès PMR) et à l'ancien CSU, les accès aux autres bâtiments sont à restituer/raccorder.

Les limites du projet ainsi dessinées sont données à titre indicatif, elles pourront être adaptées pour servir le projet.

Le descriptif technique détaillé figure dans le « Programme » de l'opération.

La mission du maître d'œuvre comprend :

* En missions de base :

- AVP, PRO/DCE, ACT, EXE/VISA, DET, AOR

* En missions complémentaires :

- DIA/REL, OPC

La mission EXE comprend le visa des plans PAC et les études de synthèse.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou modifier la liste des travaux à réaliser et de définir les différentes phases de travaux suite à la remise de la mission AVP par le Maître d'œuvre et selon l'évolution des besoins.

La mission du maître d'œuvre comprend l'établissement des autorisations de travaux et déclarations réglementaires.

Les travaux seront réalisés en site occupé et en exploitation.

Le maître d'œuvre proposera un phasage des travaux cohérent entre les différentes interventions et assurera la coordination des phases entre elles. Les contraintes de continuité de service devront être identifiées à chaque phase de l'étude.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et aux aménagements est de 685 000,00 € HT, scindée en deux tranches.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et aux aménagements pour la tranche ferme est de 205 000,00€ HT.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et aux aménagements pour la tranche optionnelle 1 est de 480 000,00€ HT.

1.2 – Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

La présente consultation comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle :

Tranches	Contenu	Montant prévisionnel des travaux et des aménagements HT
Tranche ferme	Etude globale du réaménagement et suivi des travaux tronçon 1	205 000, 00 €
Tranche optionnelle 1	suivi des travaux tronçon 2	480 000,00€

1.3 – Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le maître d'oeuvre » sont précisées à l'acte d'engagement.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. - M.Æ. sont applicables.

1.4 – Co-traitance

Les concurrents retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement, le mandataire du groupement devra être un paysagiste.

Le mandataire est soumis à l'obligation de ne présenter qu'une seule candidature : il est interdit aux mandataires de se présenter à la fois en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs équipes ou groupements ou en qualité de membres de plusieurs équipes ou groupements.

1.5 – Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-M.Æ.

1.6 – Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages d'infrastructures.

1.7 – Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément au Code de la Commande Publique.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

TRANCHE FERME
MISSIONS DE BASE
AVP - Etudes d'avant-projet (périmètre des 2 tranches)
PRO/DCE - Etudes de projet / Dossier de consultation des entreprises (périmètre des 2 tranches)
ACT - Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (périmètre des 2 tranches)
EXE - Etudes d'exécution et de synthèse (périmètre des 2 tranches)
DET - Direction de l'exécution des contrats de travaux (périmètre tranche ferme)
AOR - Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement (périmètre tranche ferme)
MISSIONS COMPLEMENTAIRES
DIA/REL- Etudes de diagnostic et relevés (périmètre des 2 tranches)
OPC - Ordonnancement Pilotage Coordination (périmètre tranche ferme)

La réponse aux missions complémentaires est obligatoire.

TRANCHE OPTIONNELLE 1
MISSIONS DE BASE
DET - Direction de l'exécution des contrats de travaux (périmètre tranche optionnelle 1)
AOR - Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement (périmètre tranche optionnelle 1)
MISSION COMPLEMENTAIRE
OPC - Ordonnancement Pilotage Coordination (périmètre tranche optionnelle 1)

La réponse à la mission complémentaire est obligatoire.

Le contenu de chaque élément de la mission de base est celui qui figure aux articles R.2431-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

En phase AVP, dans le cas où les services instructeurs du projet exigeront la constitution d'une demande d'autorisation d'urbanisme sous la forme d'un permis d'aménager soumis à la formalité de déclaration à l'Ordre des architectes, le maître d'œuvre devra, sous sa responsabilité et dans le cadre de la présente mission, prendre toutes les dispositions requises pour exécuter l'ensemble des documents nécessaires à l'obtention de l'autorisation administrative.

La mission EXE comprend :

- La réalisation des quantitatifs détaillés par lot (EXE 1), à faire avant la publication du DCE ;
- les études d'exécution et plans de synthèse de tous les lots (EXE 2), y compris le visa des PAC des entreprises.

La définition des missions se trouve dans le C.C.T.P.

1.8 – Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par l'Université de Strasbourg. La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de recourir en cours d'opération à un conducteur d'opération externe.

1.9 – Assistance à Maîtrise d'ouvrage

Sans objet.

1.10 – Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marché séparé, ou décomposée en macro-lots, ou par une entreprise générale.

Le choix définitif du mode de dévolution sera confirmé au plus tard à la validation de l'AVP (Avant-projet).

1.11 – Ordonnancement, pilotage, coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée au maître d'œuvre.

1.12 – Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, qui sera désigné ultérieurement. Les missions et le nom du contrôleur technique seront communiqués au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
DEM	Solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition des ouvrages existants
AV	Stabilité des existants
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Att Hand	Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
VIEL	Vérification initiale des installations électriques

1.13 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché relève de la **catégorie II** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiée).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe :
 - Annexe n°1 Décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires par co-traitant,
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Les Documents de Spécification et de Conception du Système (DSCS) :
 - Informatique Wi-Fi ;
 - Réseau d'éclairage public ;
 - Conception des installations électriques ;
- Les préconisations de conception ;
- La charte Graphique topographique VRD de l'Université ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le programme détaillé de l'opération ;
- Les réponses aux questions posées aux candidats par le maître d'ouvrage en cours d'analyse des offres ;
- Le mémoire technique.

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G. - M.Æ.) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.;
- Les dispositions des articles R.2431-1 du Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'œuvre privée ;
- Les lois, décrets, arrêtés, prescriptions du code du travail, de l'inspection du travail et de la CARSAT ;
- Le Code de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitation, de la Santé Publique.
- La Réglementation Sanitaire Départementale.
- Le Décret du 31/08/1999 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique devant faire l'objet des aménagements prévus par l'article 2 de la loi n°91-663 du 13 juillet 1991.
- La Loi du 11/02/05 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les dispositions relatives aux ERP .
- Les Normes Françaises et Normes Européennes applicables.
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU).
- Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :
 - du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
 - du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
 - de l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. - M.Æ.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

NB : Les réponses aux questions posées en cours de consultation par les entreprises à la maîtrise d'ouvrage sont contractuelles et viennent corriger le cas échéant les dispositions des documents cités ci-dessus.

Les réponses sont transmises via la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Nous vous invitons fortement à vous identifier sur la plate-forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin d'obtenir les réponses aux questions.

Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Article 3 : T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 : Forfait de rémunération

4.1 - Modalités de fixation du forfait de rémunération

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de la décomposition globale et forfaitaire (D.P.G.F).

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G. - M.Æ., les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'ensemble des frais afférents ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants).

Le forfait de rémunération comprend le forfait des missions complémentaires DIAL/REL et OPC figurant dans l'acte d'engagement et le forfait de la mission de base.

Le forfait de rémunération des missions complémentaires DIAL/REL et OPC est définitif dès la notification du marché et est fixé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Le forfait de rémunération de la mission de base est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C_0 défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux C est établi conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP.

Le forfait de rémunération **définitif** de tous les éléments de la mission de base est défini ci-après :

Coût prévisionnel C	Forfait définitif
$C \leq C_0$	$t \times C_0$
$C_0 < C \leq C_1$	$t \times C$
$C > C_1$	$t \times C_1$

Où :

t = taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement

C_0 = Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux définie à l'article 2 de l'acte d'engagement,

C = Coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 9 du présent CCAP

$C_1 = C_0(1+\alpha)$ seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

α = tolérance sur le coût prévisionnel des travaux défini à l'article 11 du présent CCAP

4.2 - Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo précisé à l'article 5.1 du présent CCAP.

L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

Article 5 : Prix

5.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **signature de l'offre définitive** par la maîtrise d'œuvre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

5.2 - Prix ferme

Sans objet.

5.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure est l'index **ING Ingénierie**.

5.4 - Modalités de variation des prix

La révision ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

Indices mensuels consultables sur le site de l'INSEE et du Moniteur des travaux publics.

Il est à noter que le paiement de la révision n'intervient qu'à partir du mois où les indices définitifs sont connus et publiés.

5.4.1 - Pour les éléments d'étude DIA/REL, AVP, PRO/DCE, ACT :

- Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage ;

5.4.2 - Pour l'élément EXE:

- Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 6.2.3 ci-après est remis par le maître d'œuvre.

5.4.3 - Pour l'élément DET :

- Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux 6.2.5 ci-après.

5.4.4 - Pour l'élément AOR :

Pour les trois premières parties de l'élément définie à l'article 6.2.5 du présent C.C.A.P. , il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la quatrième partie du 6.2.5.

5.4.5 - Pour l'élément OPC :

- Index du mois au cours duquel la part de prestation facturée a été exécutée

Article 6 : Règlement des comptes du titulaire

6.1 - Les avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

6.2 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

6.2.1 - Esquisse

Sans objet.

6.2.2 - Pour l'établissement des documents d'études :

Les prestations incluses dans les éléments AVP et PRO sont réglées de la manière suivante :

- après réception des rendus par la MOA : 80,00 % ;
- après validation des rendus par la MOA : 20,00 % ;

6.2.3 - Pour l'exécution des EXE

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception et approbation des quantitatifs (EXE1) : 35,00 % ;
- à l'avancement de l'EXE2 : 50,00 % ;
- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plan de synthèse, réalisés par le maître d'œuvre : 15,00 %.

6.2.4 - Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception et approbation du dossier de consultation des entreprises : 50,00 % ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 50,00 %.

6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Elément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- mensuellement, en fonction du nombre de mois de chantier, avec réajustement du montant mensuel tous les 6 mois, en fonction du calendrier détaillé d'exécution des travaux établi par l'OPC : 90,00 %
- en proportion du nombre de décomptes finaux payés par le Maître d'Ouvrage pour les 10,00 % restants.

Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

1. à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage des procès-verbaux des opérations préalables à la réception (EXE4 et 5) : 20,00 % ;
2. à la remise des dossiers des ouvrages exécutés de toutes les entreprises en format papier et en format numérique validés par la MOE: 30,00 % ;
3. à la remise du dossier des ouvrages exécutés « archi » : 10,00 % ;
4. à l'achèvement des levées de réserves : 20,00 % ;
5. à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 du C.C.A.G.-Travaux : 20,00 %.

6.2.6 - Pour l'exécution des prestations (DIA/REL) et OPC

Elément DIA/REL:

Les prestations incluses dans l'élément DIA/REL sont réglées comme suit :

- après réception des rendus par la MOA : 80,00 % ;
- après validation des rendus par la MOA : 20,00 % ;

Elément OPC (Ordonnancement, pilotage, coordination) :

Les prestations incluses dans l'élément OPC sont réglées comme suit :

- ♦ à la fin de la phase de préparation du chantier 20,00 % ;
- ♦ en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début 60,00 % ;
- ♦ à la réception des travaux 10,00 % ;
- ♦ à la levée des réserves 10,00 % ;

Toutefois les prestations incluses dans les éléments AOR et OPC doivent être réglées avant la levée des réserves dans le cas où leur délai d'exécution est important, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'oeuvre comporte le compte rendu d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.2.7 - Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs à l'élément ou parties d'éléments AVP seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO (projet) à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à l'élément AVP.

Les pourcentages de chaque élément de mission seront précisés par chaque candidat en annexe 1 à l'acte d'engagement

En fonction des documents rendus ou tâches effectuées, il pourra être procédé à des règlements partiels, qui seront dépendants de l'accord du Maître d'Ouvrage.

La prolongation des missions DET et OPC du fait d'un allongement de la durée de chantier ne donne pas lieu à une rémunération complémentaire, sauf dans le cas de travaux modificatifs ou supplémentaires à la demande du Maître d'Ouvrage, et induisant un délai, qui justifie la passation d'un avenant incluant la rémunération de ces éléments. La défaillance des entreprises n'entre pas dans ce cas de figure. En cas d'allongement du délai, les mensualités des décomptes relatifs à ces éléments de missions devront être adaptées pour en tenir compte et permettre le maintien d'un règlement mensuel.

6.2.8 - Montant de l'acompte.

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du C.C.A.G. - M.Æ, le maître d'oeuvre envoie au maître de l'ouvrage, via CHORUS PORTAIL PRO, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2 du présent C.C.A.P.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent C.C.A.P. sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
3. L'incidence de la T.V.A. ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

6.2.9 - Modalités de présentation des demandes de paiement.

Le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage, une note d'honoraires pour chaque phase de missions prévue.

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G. - M.Æ.

Les demandes de paiement devront parvenir sur Chorus Portail Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- La décomposition des prix forfaitaires
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>

Depuis 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

ac-bureaufacturier@unistra.fr

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0

- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

6.3 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26, le maître d'oeuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.3.1 - Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 19 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.3.2 - Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde via Chorus.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre via Chorus.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du C.C.A.G. - M.Æ., le délai fixé à l'article 11.8.5 2° du C.C.A.G. - M.Æ. est de 30 jours .

6.4 - Mode de règlement

Les prestations, objet du marché, sont rémunérées selon les règles de la comptabilité publique, délai global de paiement à 30 jours et intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points (selon le décret n° 2008-1550 du 31 décembre 2008 modifiant le décret n°2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics).

CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 : Délais - Pénalités phase « Etudes »

7.1 - Etablissement des documents d'études

7.1.1 - Délais

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour apporter des réponses ou clarifications à chacune des sollicitations du maître d'ouvrage relative à l'avancement du projet, exécution des prestations ou paiements (liste non exhaustive).

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés dans l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution des missions fixées dans l'acte d'engagement sont en cohérence avec le planning prévisionnel.

Afin de tenir compte des délais d'approvisionnement des fournitures, des matériels ou de l'enchaînement des tâches de travaux, le planning pourra être adapté avec l'accord de l'Unistra.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Par dérogation à l'article 15.1.1 du C.C.A.G. - M.Æ., le délai d'exécution du marché part de la date figurant dans l'ordre de service de démarrage ou à compter de la date figurante dans l'acte de notification du marché si celui-ci organise le démarrage des missions.
- Autres éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

7.1.2 - Délais d'exécution des tranches

Numéro de la tranche	Intitulé	Délais d'exécution
Tranche ferme	Etude globale du réaménagement et suivi des travaux du tronçon 1	15.5 mois études (y compris 2 mois de période de préparation de travaux) + 4 mois travaux
Tranche optionnelle 1	suivi des travaux du tronçon 2	6 mois

7.1.3– Délais d'affermissement de la tranche optionnelle

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer les travaux des tranches optionnelles sont indiqués dans le tableau ci-après, **à dater du point de départ du délai d'exécution de la tranche ferme** :

Identification de la tranche optionnelle	Délai d'affermissement
Tranche optionnelle 1 : suivi des travaux du tronçon 2	18 mois

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'affermir ou de ne pas affermir la tranche optionnelle du marché. De plus, le périmètre de la tranche optionnelle pourra être adapté suite à la réalisation des études de la tranche ferme par la maîtrise d'œuvre, en concertation avec la maîtrise d'ouvrage.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire si la tranche optionnelle n'est pas affermie.

7.1.4 - Pénalités pour retard

Il est dérogé aux stipulations des articles 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G- M.Æ. dans les conditions suivantes :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 15.3 du C.C.A.G. - M.Æ.

Le délai mentionné à l'article 15.3.2 est de quinze (15) jours calendaires.

Le délai mentionné à l'article 16.2.4 est de quinze (15) jours calendaires.

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'oeuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard calendaire est fixé par rapport au montant marché à :

Missions	Pénalité
DIA/REL	300 €
AVP	300 €
PRO/DCE	300 €
ACT	300 €
OPC	300 €

Ces pénalités sont appliquées sur simple constat opéré par la Maîtrise d'Ouvrage.

7.2 – Etablissement et Réception des documents d'études

7.2.1 – Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du C.C.A.G. – M.Æ., le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents devront être transmis obligatoirement en version informatique par l'intermédiaire d'une plateforme de transmission mise à disposition par la maîtrise d'ouvrage ou d'un support informatique (CD, clé USB), ainsi qu'en version papier conformément au paragraphe 7.2.2.

Format de remise des documents :

- graphiques : Autocad (DWG) ou compatible + pdf
- texte : Word ou compatible + pdf
- tableaux/listes : excel ou compatible + pdf
- présentation : PowerPoint ou compatible + pdf

Les décomptes des entrepreneurs seront transmis via CHORUS PORTAIL PRO, selon les modalités des articles 8.1 et 8.2.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander en sus au maître d'œuvre la production sur format A3 d'extraits des documents à destination des partenaires et/ou des futurs utilisateurs.

7.2.2 – Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir en exemplaires papier, en plus des documents informatiques. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Documents	Nombre d'exemplaires à remettre au maître d'ouvrage	
	Nombre d'exemplaires papier	Nombre d'exemplaires numérique
DIA/REL	1	1
AVP	1	1
PC / AT / DP	0	1
PRO /DCE	1	1
EXE	0	1
AOR	1	1
DOE	1	1

Il est à noter que l'équipe de maîtrise d'œuvre sera tenue de préparer, assister, et présenter en commission interne des marchés de l'université les différentes attributions de marchés et ses avenants le cas échéant. La présence du mandataire et des cotraitants concernés s'avère obligatoire. En effet, le mandataire et ses cotraitants concernés seront présents en commission et aux réunions préparatoires demandées par la maîtrise d'ouvrage.

Pour chaque étape de la mission, le Maître d'œuvre présentera les documents en réunions plénières avec les cofinanceurs, en même temps qu'une présentation Power Point. **Il fournira les documents papier (rapports, plans) aux participants à la réunion.**

Les documents en version informatique devront être transmis à la Maîtrise d'Ouvrage au moins une semaine avant la présentation.

7.2.3 – Délais de validation

En application de l'article 20.2 du C.C.A.G. - M.Æ, la décision du maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ou d'exécution ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. - M.Æ, l'absence de décision, notifié dans les délais exprimés si ci-dessous, ne vaut pas admission des prestations.

Missions	Délais de validation de la mission
DIA/REL	4 semaines
AVP	5 semaines
PRO	4 semaines
DCE-EXE 1	2 semaines
EXE 2	2 semaines + période de préparation + durée du chantier
ACT	inclue dans le délai d'exécution de la mission du MOE

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. - M.Æ, ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document **d'étude à réceptionner et à accepter ou rejeter de manière expresse par le maître d'ouvrage, par ordre de service.**

Ces délais comprennent les contacts et modifications ou corrections éventuelles entre le Maître d'Ouvrage et l'AMO.

Par dérogation à l'article 21 du C.C.A.G. - M.Æ, en cas d'ajournement le nouveau délai à respecter par le titulaire sera fixé par le maître d'ouvrage.

Seule l'acceptation par le Maître d'Ouvrage des documents permet de valider l'élément de mission. Cette acceptation prend la forme d'un ordre de service écrit.

Le passage à l'élément de mission suivant ne commence pas automatiquement à compter de la validation de l'élément de mission précédent mais d'un ordre de service de démarrage de cet élément de mission qui peut être ultérieur.

7.3 – Suspension de l'exécution du marché

En cas de suspension de l'exécution du marché supérieure à trois mois pour des causes non imputables au maître d'œuvre, le forfait de rémunération peut être renégocié pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges du titulaire. Les nouvelles conditions d'exécution feront l'objet d'un avenant.

La suspension de la mission se fera par l'établissement et la notification d'un ordre de service de suspension. Cet ordre de service devra intervenir dans les trois mois suivant la remise des prestations de l'élément antérieur.

La reprise de la mission se fera par l'établissement et la notification d'un ordre de service de reprise. Cet ordre de service précisera le délai permettant la mobilisation de l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre avant la reprise du délai d'exécution de la mission.

Article 8 : Délais – pénalités phase « Travaux »

8.1 – Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 12 du C.C.A.G.-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis via la plateforme **CHORUS PORTAIL PRO (CPP)**, à l'adresse internet suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après vérifications, le maître d'œuvre dépose sur **CHORUS** la pièce de facturation suivante dans le dossier de facturation, à savoir, son état d'acompte.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

8.1.1 – Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **7 jours calendaires** à compter de la date de mise à sa disposition du projet de décompte sur **CHORUS** pour le vérifier, le viser et le transmettre au Maître d'Ouvrage. Si le document n'est pas recevable pour le traitement du décompte, le maître d'œuvre doit le notifier et le justifier en refusant ou en suspendant le dépôt effectué sur **CHORUS**.

8.1.2 – Pénalités pour retard dans le traitement des factures

Le retard dans le traitement des factures donnera lieu à l'application d'une pénalité de 200 € H.T par facture traitée en retard. Si le maître d'ouvrage est amené à régler des intérêts moratoires liés au retard du maître d'œuvre dans le traitement des factures, le titulaire devra supporter une pénalité supplémentaire correspondant à la part de ces intérêts moratoires, y compris les dimanches et jours fériés.

8.2 – Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du C.C.A.G.-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du C.C.A.G.-Travaux, le décompte général.

8.2.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **15 jours calendaires** à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.2.2 - Pénalités pour retard

Le retard dans le traitement des décomptes finaux donnera lieu à l'application d'une pénalité de 100€ HT par jour calendaire et par décompte traité en retard. Si le maître d'ouvrage est amené à régler des intérêts moratoires liés au retard du maître d'œuvre dans le traitement des décomptes, le titulaire devra supporter une pénalité supplémentaire correspondant à la part de ces intérêts moratoires, y compris les dimanches et jours fériés.

Si le maître d'oeuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décomptes aux frais du maître d'oeuvre défaillant.

8.3 - Instruction des mémoires de réclamation

8.3.1 - Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de **15 jours calendaires** à compter de la date de réception par le maître d'oeuvre du mémoire de réclamation.

8.3.2 - Pénalités pour retard

Le retard dans l'instruction des mémoires de réclamation donnera lieu à l'application d'une pénalité de 200€ par mémoire traité en retard.

8.4 - Constatations contradictoires

8.4.1 - Délai relatif aux constatations contradictoires

Conformément à l'article 11.4 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 8 jours calendaires pour procéder aux constatations contradictoires à partir de la date de la demande de l'entreprise.

8.4.2 - Pénalités pour retard

Le retard par rapport à ce délai donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50€ HT par jour calendaire.

8.5 – Convocation aux Opérations Préalables à la Réception

8.5.1 – Délai de convocation

Conformément à l'article 41-1 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours calendaires pour procéder aux opérations préalables à la réception et à la convocation de l'entreprise à partir de la date de la demande de l'entreprise.

8.5.2 – Pénalités pour retard de convocation

Le retard par rapport à ce délai donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50€ par jour calendaire.

8.6 – Pénalités de retard sur les documents d'études réalisés en phase chantier

En cas de retard dans la transmission à la maîtrise d'ouvrage des documents d'études, une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard est appliquée. Cette pénalité est appliquée sur simple constat opéré par la Maitrise d'Ouvrage

Code	Pénalité par jour calendaire
EXE	300 € par document, calculé sur la base du calendrier travaux notifié aux entreprises
VISA	300 € par document, appliqué à partir du 10 ^{ème} jour calendaire de la réception par le MOE du document à viser
DOE	300 € par jour calendaire, appliqué à partir du 30 ^{ème} jour calendaire après la date de réception de l'ouvrage

8.7 – Pénalités en cas de non présence du maître d'œuvre lors des opérations de mise en service

Conformément au CCTP, la mise en service des équipements et installations techniques conditionnant les opérations de réception, la présence de la maîtrise d'œuvre est obligatoire tout au long des opérations de mise en service

L'absence du maître d'œuvre lors des opérations de mise en service donnera lieu à l'application d'une pénalité de 2 000 € par jour calendaire.

CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 9 : Coût prévisionnel des travaux

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est indiquée à l'article 2 de l'acte d'engagement au moment de la notification du marché.

L'exécution des études d'Avant-Projet (AVP) permettra au maître d'oeuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'oeuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 2 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'oeuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études dans un délai qu'il lui fixera pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant-Projet par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'oeuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après. Ce deuxième avenant fixera également le forfait définitif de rémunération du titulaire, calculé conformément aux dispositions de l'article 4.1 du présent CCAP, en tenant compte du coût prévisionnel de réalisation des travaux de construction, sur lequel s'est engagé le titulaire.

Le coût prévisionnel des travaux (C) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion de :

- la rémunération forfaitaire des maîtres d'œuvre ;
- la rémunération du contrôleur technique ;
- la rémunération du pilote de chantier (ordonnancement, pilotage et coordination) ;
- la rémunération du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 10 : Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo fixé à l'article 5.1 du présent C.C.A.P.

Article 11 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance α de 3,00 %.

Article 12 : Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

L'avancement des études permet au maître d'oeuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux le maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

Article 13 : Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement partiel des espaces extérieurs du campus de l'Esplanade

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'oeuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'oeuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'oeuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 1 mois à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE V : EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 14 : Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'oeuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Article 15 : Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise des offres relatives aux contrats de travaux.

Article 16 : Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance α' . Ce taux de tolérance α' est de 4,00 %.

* ce taux de tolérance n'inclut pas le montant des travaux supplémentaires réalisés pour répondre à un changement de programme à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage.

Article 17 : Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

Article 18 : Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Article 19 : Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 20 : Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

En cas de travaux modificatifs, aucune rémunération complémentaire n'est à percevoir par le maître d'œuvre, dans la limite du seuil de tolérance prévu. Au-delà de ce seuil de tolérance, une négociation reste possible selon la nature des travaux.

Article 21 : Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 1 mois dans les conditions précisées à l'article 3.8 du C.C.A.G.-Travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à **0,01%** du montant total du marché, avec un minimum de 100 €/jour.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître de l'ouvrage.

Les ordres de service, dont copie doit être transmise au maître de l'ouvrage, sont envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception en même temps qu'ils sont diffusés par la plateforme d'échange ou par mail, ce qui permet de s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Article 22 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G- M.É., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 1.12 du présent C.C.A.P.

Article 23 : Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.5 du présent C.C.A.P., la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'oeuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Article 24 : Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats se déroulera conformément aux dispositions de l'article 24 du C.C.A.G- M.É.,
En complément des dispositions de cet article, il est précisé que le titulaire cède au maître de l'ouvrage le droit de reproduire et de présenter les résultats dont il est auteur et qui résultent de l'exécution des prestations du marché.

Ce droit comprend le droit de reproduire et/ou de représenter tout ou partie des résultats, notamment sous forme de cliché photographique et sur tout support, notamment papier, électronique, numérique ou tout autre, actuel ou futur et ce pour toute destination et/ou exploitation non commerciale ;

Le maître de l'ouvrage est autorisé à exercer les droits de reproduction et de représentation ci-dessus énoncés dans un but non commercial, afin d'illustrer des plaquettes qui pourront être diffusés pour ses besoins propres, mais également par d'autres administrations ou des étudiants, dans le cadre des leurs études ou recherches.

Article 25: Interruption et suspension de l'exécution de la prestation

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de suspendre, par une décision notifiée au titulaire, l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de missions telles que définies à l'article 1.2 du présent C.C.A.P.

La décision de suspension ne délie pas le prestataire de ses autres obligations contractuelles.

La décision de suspension peut donner lieu à indemnisation.

Maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement partiel des espaces extérieurs du campus de l'Esplanade

Le maître de l'ouvrage met fin à la suspension de l'exécution des prestations en notifiant au prestataire une décision de reprise de l'exécution ou une décision de résiliation du marché.

En cas de reprise de l'exécution, le délai d'exécution initial est automatiquement prolongé d'une durée au moins égale à la période de suspension.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, par une décision notifiée au titulaire, l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques que sont les éléments de missions telles que définies à l'article 1.1 du présent C.C.A.P et à l'acte d'engagement (son annexe 1).

La décision d'interruption ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire, qui reste redevable des prestations et obligations antérieures à la décision d'interruption.

La décision d'interruption notifiée selon ces modalités vaut résiliation du marché, et déroge à l'article 27 du C.C.A.G- M.OE.

Article 26 : Achèvement de la mission

La mission du maître d'oeuvre s'achève quand les deux conditions suivantes sont remplies :

à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » de tous les marchés de travaux (prévue à l'article 44.1. du C.C.A.G.-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou sur décision du pouvoir adjudicateur.

A la réception de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) clôturant l'autorisation d'urbanisme

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'oeuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G- M.OE. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES

Article 27 : Résiliation du marché

27.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'oeuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 1,00 %.

27.2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du C.C.A.G- M.É. avec les précisions suivantes :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

Si le présent marché est résilié sans indemnité dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du C.C.A.G- M.É., la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et non acceptées par le maître de l'ouvrage pourra faire l'objet d'un abattement de (dix) 10 %, sauf dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 28.1 du C.C.A.G- M.É.).

Par dérogation à l'article 30 du C.C.A.G- M.É, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent C.C.A.P. ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 30 du C.C.A.G- M.É., l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 27 du C.C.A.G- M.É., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission telles que définis aux articles 1.2 du présent C.C.A.P. et en conformité avec les stipulations de l'article 2 de l'Acte d'Engagement. Le maître d'œuvre ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché au terme d'une des phases de la mission telles que définis aux articles 1.2 du présent C.C.A.P.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées par le maître d'ouvrage. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

Article 28 : Clauses diverses

28.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du C.C.A.G- M.É. sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G- M.Æ., traitant de la résiliation aux torts du titulaire (Art. 30) et les autres cas de résiliation (Art. 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

28.2 - Saisie-attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du mandataire et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant. Cette saisie-attribution ne peut s'appliquer que dans le cadre du présent contrat.

28.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, et à chaque échéance de son contrat, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242 ainsi que l'article 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

28.4 - Règlement des litiges

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 29 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 30 : Marchés de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des travaux complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

Article 31 : Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées au présent marché, par voie d'avenant passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application des articles L. 2194-1 et suivants, L. 2432-2, R.2194-1 et suivants, et R. 2432-7 du Code de la Commande publique.

Les modifications pourront porter sur la durée d'exécution des prestations à fournir tel que prévues dans la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires. Ces modifications pourront notamment porter sur la prolongation des missions DET et OPC due à la réalisation de travaux modificatifs ou supplémentaires à la demande du maître d'ouvrage.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération pourra également faire l'objet d'une clause de réexamen (R. 2432-7 du code de la commande publique).

Les prix proposés par le titulaire devront être conformes à la décomposition du forfait par éléments de mission et répartition des honoraires.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé. Les modifications prendront la forme d'un avenant.

Article 32 : Dérogations au C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre

L'article 2 dérogie à l'article 4.1 du C.C.A.G C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 6.3.2 dérogie à l'article 11.8.5 du C.C.A.G. - M.Æ ;

L'article 7.1.1 dérogie à l'article articles 15.1.1 du C.C.A.G- M.Æ ;

L'article 7.1.4 dérogie aux articles 16.2.1 et 16.2.3 du C.C.A.G- M.Æ ;

L'article 7.2.1 dérogie à l'article 20.4.2 du C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 7.2.3 dérogie à l'article 21 du C.C.A.G. - M.Æ;

L'article 27.2 dérogie à l'article 27 du C.C.A.G- M.Æ ;

L'article 27.2 dérogie à l'article 30 du C.C.A.G. - M.Æ.